

La gangrène

Tortures sans frontières

CIA et Union européenne

vendredi 25 novembre 2005, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 21 novembre 2005).

Faute d'une intervention rapide et décisive, la gangrène ne cesse de s'étendre dans le corps des « démocraties occidentales ».

Le recours à la torture par les forces étasuniennes dans le camp militaire de Guantanamo, enclave impérialiste sur le sol cubain, était connu de tous les gouvernements. Il n'a provoqué, en Occident, que de molles et tardives protestations. De fait, il a été toléré, on peut même dire avalisé dans le cas des juges anti-terroristes français qui se sont appuyés sur ses résultats pour poursuivre l'instruction contre d'anciens détenus transférés de la base US à Paris.

Le fait est d'autant mieux connu que le gouvernement Bush tente par tous les moyens de donner une couverture légale à l'une des pires violations des droits humains qui soient, ainsi qu'au déni ultime des droits les plus élémentaires de la défense, provoquant aux Etats-Unis un débat politique de plus en plus vif. Il n'existe pas de sévices « allégée » ou « contrôlées » qui puisse être justifié d'un point de vue éthique ou juridique - si du moins le terme de régime démocratique garde encore le moindre sens. La privation durable de sommeil, l'isolement sensoriel, l'exposition à des températures extrêmes et au bruit lancinant, la combinaison des supplices psychologiques, par exemple, font partie de l'arsenal classique de la torture -de la vraie torture, parmi les plus destructrices et les plus efficaces. Rien de « léger » dans ces traitements scientifiquement inhumains ! Le droit international proscrit d'ailleurs explicitement le recours à « la torture sous toutes ses formes, qu'elles soient physique ou mentale » (convention de Genève).

Depuis le scandale de Guantanamo, puis celui de la prison d'Abou Ghraib en Irak, les révélations se multiplient. On a ainsi appris que les services spéciaux logeaient des suspects dans des pays du tiers-monde réputés pour leur brutalité policière (dans le monde arabe notamment) afin de mener leurs interrogatoires hors de tout contrôle politique ou judiciaire. On apprend aujourd'hui, par les médias, qu'il en irait de même en Europe —au sein de l'Union européenne. Selon la presse US, des avions affrétés par la CIA transitent en Espagne, Irlande ou Suède et des prisons de Roumanie ou de Pologne seraient mises à contribution.

Il y a cinquante ans, l'Etat français avait fait bénéficier son « ami américain » de compétences en matières de tortures acquises lors des sales guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie. C'est depuis au tour de l'Oncle Sam de répandre dans le monde entier cette véritable gangrène.

Il nous faut exiger des gouvernants -et en particuliers des institutions de l'Union européenne se contentent de bien peu pour fermer les yeux- qu'elles condamnent et interdisent effectivement tout apologie de et tout recours à la torture.